

# Faisabilité d'un impôt sur les grands patrimoines

Sur la base d'une étude menée par le Département d'Économie Appliquée de l'ULB (DULBEA)

Thérèse BASTIN  
Benoît BAYENET  
Ilan TOJEROW  
Magali VERDONCK

Lunch-débat de l'IBFP 16 avril 2024

# 1. Contexte et objectifs

## Contexte

- Regain d'intérêt récent pour cet impôt (IPN)...
- ... concrétisé par des propositions politiques (ex : élections USA, propositions BE)
- ... alors que l'IPN a presque totalement disparu de la fiscalité des pays de l'OCDE

## Objectifs de l'étude

- Définir le patrimoine net des ménages
- Identifier i) les sources de données disponibles pour le quantifier et ii) les problèmes liés à son estimation
- Examiner les effets possibles d'un impôt sur le patrimoine net

## 2. Définition du patrimoine net

### a. Définition qualitative

*Patrimoine Net d'un ménage*

$$= \sum \text{Actifs} - \text{Dette}$$

**Tableau 1.** Composition du patrimoine net

<b>Actif réels (AR)</b>
Logement propre
Autres biens immobiliers
Véhicules
Activité indépendante
Objets de valeur
<b>Actif financiers (AF)</b>
Dépôts
Fonds de placement
Obligations
Actions
Société privée non cotée en bourse
Comptes sous gestion
Créances
Autres actifs financiers
Pensions complémentaires/assurance-vie
<b>AR + AF = Patrimoine brut</b>
<b>Dette (D)</b>
Emprunt hypothécaire sur le logement propre
Autres emprunts hypothécaires
Autres types de dettes
<b>AR + AF - D</b>
<b>= Patrimoine Net</b>

## b. Définition quantitative

### Méthodes d'estimation agrégée

1. Données administratives et déclaratives
2. Multiplicateur d'annuité successoral
3. Capitalisation des revenus du patrimoine
4. Enquête des ménages
5. Méthodes mixtes
  - Capitalisation + enquête = MICS (Garbinti et al., 2020)
  - Enquête + liste des riches (ex : Forbes)

} Suggestion de l'étude :  
une combinaison des 2

## Tableau 2. Estimation de la distribution du patrimoine net pour la Belgique

	Frank et al. (1978)	Rademaekers et al. (1999)	HFCS III (2017)	Krenek et al. (2018)	Kapeller et al. (2021)	Apostel et al. (2022)	Engel et al. (2022)
Concentration patrimoine dans top 1 %	25 %	20 %	16 %	/	29 %	23,9 %	33 %
Patrimoine net total	5 264,1 milliards FB (en 1969)	38 032,7 milliards FB (1994)	1 789 milliards €	2 397 milliards €	2 127 milliards €	/	/
Revenus IPN estimé (% du PIB ou milliards €)	/	/	/	2,02 %	1,6 – 10,8 %	6,6 - 43,1 milliards €	/

## Estimation au niveau individuel

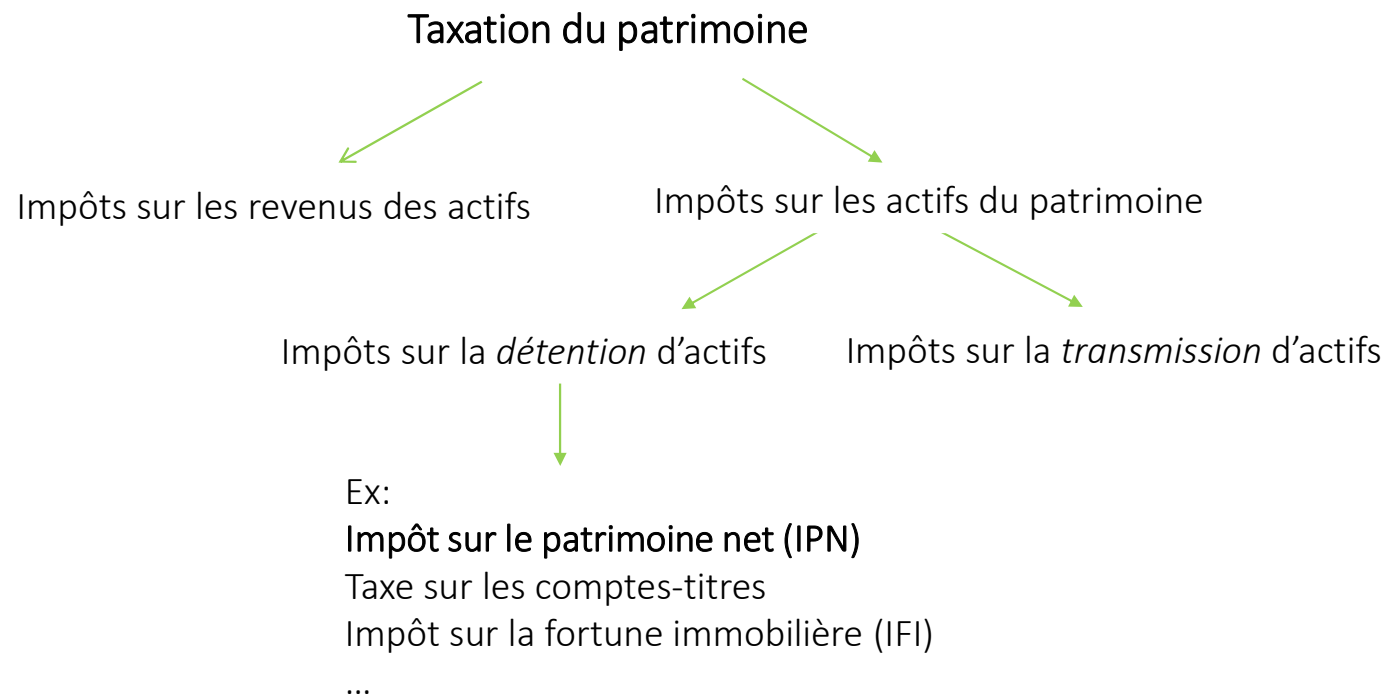
Catégorie d'actifs ou de dettes	Exhaustivité des données	Accessibilité des données	Institution détentrice des tout ou partie des données brutes
Actif réels (AR)			
Logement propre	V	V	Cadastre/SPF Finances (revenu cadastral)
Autres biens immobiliers	V	V	Cadastre/SPF Finances (revenu cadastral)
Véhicules	V	V	DIV/SPF Mobilité (via TC* et TMC** : connaissance de la valeur de base, valeur annuelle à calculer avec un taux d'amortissement) Ou SPF Finances (via taxe sur les opérations d'assurances qui taxent notamment les véhicules)
Activité indépendante	V	V	SPF Finances (déclaration IPP)
Objets de valeur			Compagnies d'assurance
Actif financiers (AF)			
Dépôts (dépôts à vue et épargne)	V		Intermédiaires financiers et PCC
Fonds de placement	V		Intermédiaires financiers
Obligations	V		Intermédiaires financiers
Actions	V		Intermédiaires financiers
Société privée non cotée en bourse			Sociétés privées concernées
Comptes sous gestion	V		Intermédiaires financiers et PCC
Créances			Particuliers prêteurs
Autres actifs financiers	V		Intermédiaires financiers
Pensions complémentaires/assurance-vie	V	/	Intermédiaires financiers SPF Finances : i) pensions et assurances-vie assujetties à taxe épargne long terme ; ii) via la déclaration fiscale IPP de ceux qui veulent la déduction fiscale sur montants de pensions et autres assurances-vie
Dettes (D)			
Emprunt hypothécaire sur le logement propre	V	/	SPF Finances : données liées à la réduction d'IPP pour intérêts payés Intermédiaires financiers et PCC
Autres emprunts hypothécaires	V		Intermédiaires financiers et PCC
Autres types de dettes			Organismes et particuliers prêteurs et PCC

## Estimation au niveau individuel

- Principale difficulté : les actifs financiers
  - Certains actifs connus de la BNB via Point de Contact centralisé (PCC)
  - Non accessibles pour le SPF Finances (sauf suspicion de fraude ou besoin pour le recouvrement d'impôt)  
→ Besoin d'un changement de législation
- Actifs non connus :
  - Sociétés privées non cotées en bourse
  - Créances
  - Objets de valeurs
- Données les plus accessibles : actifs immobiliers (mais non représentatifs)

### 3. L'impôt sur le patrimoine net (IPN)

- IPN, une forme d'impôt sur la détention du patrimoine



# La taxation du patrimoine dans la fiscalité belge

- Imposition du patrimoine:
  - Recettes de l'impôt des successions les plus élevés de l'OCDE (0,7 % contre 0,1 %)
  - Faibles recettes venant des impôts sur les revenus des actifs
- Taux implicite d'imposition
  - sur le capital (CE) : 2ème le plus élevé (38 %)
  - sur le patrimoine : augmentation entre 2010 et 2017

---

Impôts sur les revenus des actifs (IRA)  
Précompte mobilier  
Impôts sur les revenus immobiliers  
Plus-values (mobilières et immobilières)  
Taxe sur les dotations aux participations bénéficiaires

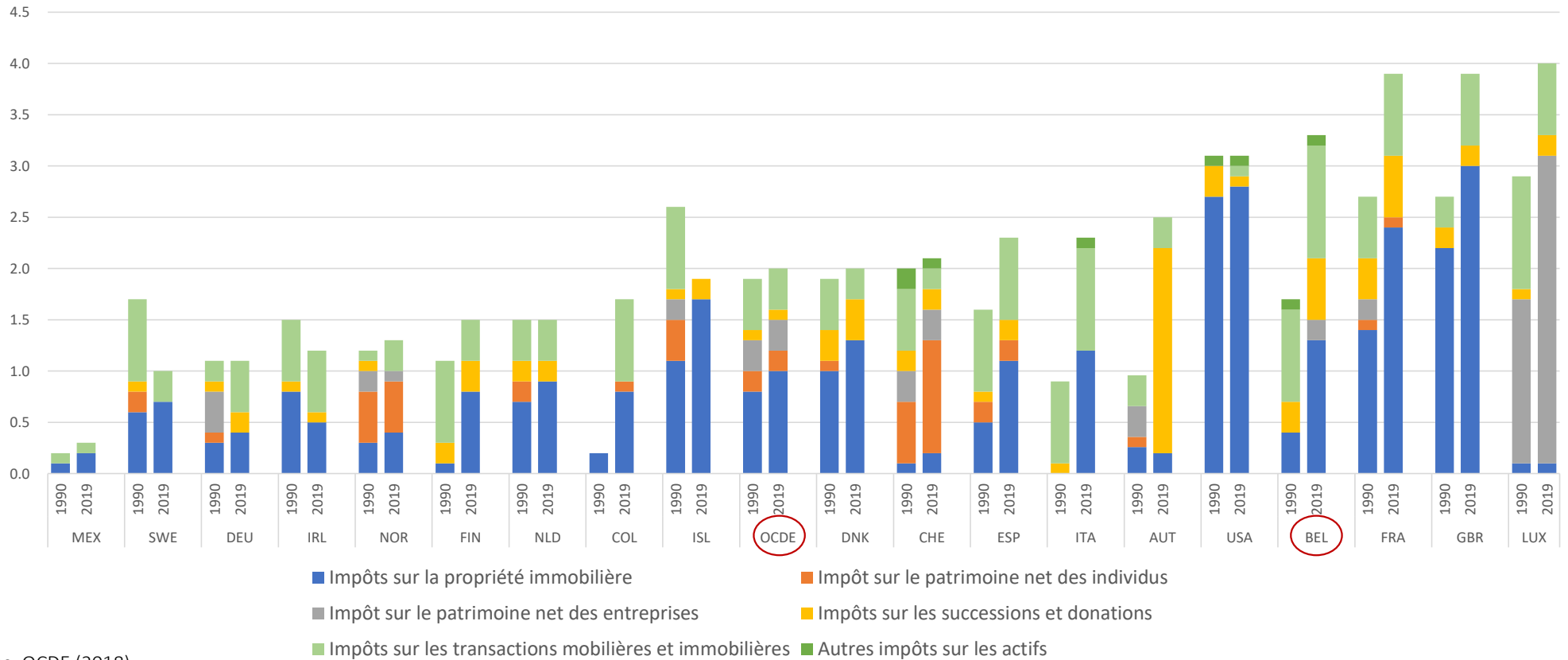
Impôts sur les actifs (IA)  
Impôts sur les transmissions d'actifs  
*Impôts sur les successions et donations*  
Droits de succession  
Droits de donation  
*Impôts sur les transactions mobilières et immobilières*  
Droits d'enregistrement  
Droits de greffe et d'hypothèque  
Droits d'écriture  
Taxe sur les opérations de bourse (TOB)

Impôts sur la détention d'actifs  
Précompte immobilier  
Taxe régionale (RBC) sur les propriétaires d'immeubles  
Taxe sur les comptes-titres (TACT)  
Taxe sur l'épargne à long terme

---

IRA + IA = Impôts sur le patrimoine

# Répartition des impôts sur la détention et les transmissions d'actifs en % du PIB par pays de l'OCDE (1990/2019)



## L'IPN sur la scène internationale

- Présent dans 3 pays : Espagne, Norvège, Suisse
- Faible part des recettes de l'IPN en % du PIB (1990 ou 2020)
- Design très diversifié
  - Seuil d'imposition
  - Taux d'imposition (linéaire/progressif)
  - National ou régional (ex : Espagne, Suisse et Allemagne)
  - Base taxable
    - Actifs généralement exemptés : actifs professionnels et épargne-pension
    - Taux préférentiel : habitation propre

## Composition de la base taxable de l'IPN dans plusieurs pays

Catégorie d'actifs	Actifs	Norvège	Espagne	Suisse	Autriche (1994)	France (2018)	Finlande (2006)	Allemagne (1997)	Luxembourg (2006)	Pays-Bas (2001)	Suède (2007)
<u>Actifs réels</u>	Bâtiments	V	V	V	V	V	V	V	V	V	V
	Logement propre	V	V	V	V	V	V	?	V	V	V
	Bois et forêts	V	V	V	V	V	V	V	V		
	Terre	V	V	V	V	V	V	V	V	V	
	Biens ruraux et agricoles	V	V	V	V	V	V	V	V	V	
	Meubles	V	V		V	V			V		
	Œuvres d'art et antiquités	V	V	V	V		V		V		
	Bijoux	V	V	V	V	V	V	?	V	V	
Véhicules	V	V	V	V	V	V	?	V	V	V	
<u>Actifs financiers</u>	Actions cotées	V	V	V	V	V	V	?		V	V
	Assurance-vie		V	V	V	V		?	V		V
	Obligations	V	V	V	V	V		?	V	V	V
	Liquidités (cash)	V	V	V	V	V		?	V	V	V
	Droits propriété intellectuelle			V	V					V	
	Épargne pension				V						
	Biens professionnels	V		V	V		V	V	V	V	

Source : OCDE (2018) & Perret (2020)

Note : V = totalement taxé ; v = taxé avec un régime préférentiel<sup>53</sup> ; ? = pas d'information

## 4. Effets comportementaux et risques liés à un IPN : revue de la littérature

Auteurs	Pays	Horizon temporel	Effets principaux trouvés
Seim (2017)	Suède	6 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous-déclaration du patrimoine net</li> </ul>
Brülhart et al. (2019)	Suisse	6 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de preuve de changement d'épargne ni d'évitement fiscal (via réallocation d'actifs)</li> <li>• Forte évasion fiscale via sous-déclaration des actifs financiers</li> <li>• Mobilité des contribuables entre cantons et entre pays existantes mais modérées</li> <li>• Augmentation très limitée de l'épargne</li> </ul>
Londoño-Velez and Ávila-Mahecha (2020)	Colombie	3 ans	<p>Évasion fiscale élevée via :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduction de la valeur déclarée des inventaires (par les chefs d'entreprises)</li> <li>• Augmentation fictive du niveau de la dette</li> <li>• Fuite du patrimoine à l'étranger (faible)</li> <li>• Évitement fiscal (glissements vers des actifs exemptés)</li> <li>• Pas d'effet sur l'accumulation de patrimoine</li> </ul>
Durán-Cabré et al. (2019)	Espagne	4 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas d'effet sur l'accumulation de patrimoine</li> </ul>
Ring (2020)	Norvège	5 ans	<p>Augmentation de l'épargne annuelle, financée majoritairement par augmentation de l'offre de travail</p>
Zoutman (2018)	Pays-Bas	2 ans et 5 ans	<p>Réponse importante du patrimoine net déclaré reflétant des comportements de sous-déclaration du patrimoine (plutôt que des changements d'épargne)</p>
Jakobsen et al. (2020)	Danemark	8 ans et très long terme	<p>Réponse importante du patrimoine net sur le long terme, due partiellement à l'évasion/évitemment et majoritairement par des réponses comportementales réelles</p>

## Les effets et risques liés à un IPN : synthèse

- Accord sur l'affirmation suivante : s'il y a des effets
  - le court et moyen terme → effets comportementaux = évitement & évasion fiscal(e)
  - le long terme → effets sur comportements réels (épargne, offre de travail, entrepreneuriat et migration) (Advani & Tarrant, 2021)
- Possibilité d'effets sur les comportements réels *si* opportunités d'évasion/évitement fiscal limitées (Ring, 2021 ; Seim, 2017)

## a. Les effets comportementaux

### Évasion fiscale

- Changement du comportement pour bénéficier de taux d'imposition plus favorables voire nuls
  - Sous-déclaration du patrimoine net
  - Déplacement du patrimoine à l'étranger (« richesse offshore »)
- Déclaration du patrimoine net directement par les contribuables → incitation à l'évasion. Exemples :
  - Suède : 75 – 85 % des contribuables sous-déclarent la valeur de leur voiture
  - Suisse : forte élasticité trouvée dont 50 % causé par la sous-déclaration d'actifs financiers

## Évitement fiscal

- Exemption ou taux préférentiel d'actifs = opportunités de réallocation d'actifs en faveur de ceux moins ou pas taxés
- Exemple : augmentation de la part d'actifs exemptés de 18,1 ppt suite à l'augmentation d'1ppt du taux d'imposition moyen (Durán-Cabré et al., 2019)

## Changement de comportements réels

- Épargne :
  - Effets de substitution VS effets revenu → Pas de consensus
  - Effets limités trouvés
  - Exception : Ring (2021) = preuve effet revenu > substitution
- Migration : nombre limité de preuves mais effets trouvés négligeables, surtout pour les migrations internationales
- Offre de travail & entrepreneuriat : pas d'études empiriques et mesures correctrices possibles

## b. Les risques liés à l'implémentation

- Coûts administratifs importants
  - Coût de collecte et de contrôle
  - Coût lié à l'actualisation annuelle de la base taxable
- Double/triple imposition
  - Taxation d'actifs accumulés via i) revenu salarial, ii) revenus du capital déjà taxés
  - Taxation d'actifs hérités déjà taxés
  - Accumulation d'actifs utilisés pour future consommation taxée
  - Un seuil d'imposition élevé limite la pertinence de cet argument
- Particularité d'implémentation liée à la fragmentation des taxes sur le patrimoine belge
  - IPN à l'échelle fédérale = difficulté liée au précompte immobilier régional

## 5. Conclusion sur la faisabilité

- Choix crucial : un IPN en plus ou à la place de la taxation du patrimoine existante ?
- Débat entre équité et efficacité
- Définition quantitative complexe
- Particularité belge
- Alternatives plus crédibles ?

Merci pour votre attention !

Étude disponible dans son intégralité sur le site du DULBEA :

- En FR : <https://dulbea.ulb.be/wp-content/uploads/2023/11/FR-Etude-taxation-des-grands-patrimoines.pdf>
- En NL : <https://dulbea.ulb.be/wp-content/uploads/2023/11/NL-Studie-over-de-belasting-op-grote-vermogens-1.pdf>